

**Arrêté de création de comité de sélection au titre des opérations de mutation, de détachement
et de recrutement par concours des enseignants-chercheurs,**

Le Président de l'université

VU le code de l'éducation, notamment dans ses articles L. 712-2, 5° et L952-6-1, et le cas échéant L713-9 ;

VU le décret n° 84-431 du 06 juin 1984 modifié, fixant les dispositions statutaires applicables aux enseignants-chercheurs, notamment dans ses articles 9 et suivants, et 26-I-1° et 33 (MCF) ou 46-1° et 51 (PR) ;

VU le décret n° 2022-822 du 16 mai 2022 fixant des dispositions dérogatoires à la proportion minimale de quarante pour cent de chaque sexe dans la composition des comités de sélection des concours de recrutement des professeurs des universités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 15 juin 1992 fixant la liste des corps des fonctionnaires assimilés aux professeurs des universités et aux maîtres de conférences ;

VU le cas échéant, l'avis du directeur de la composante L713-9 concernée par un recrutement sur emploi d'enseignant-chercheur ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l'Université Paris Dauphine-PSL dans sa séance du 26/02/2024, portant avis favorable sur la composition structurelle des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2024 de recrutement des enseignants-chercheurs ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l'Université Paris Dauphine-PSL dans sa séance du 26/02/2024, portant avis favorable sur la composition nominative des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2024 de recrutement des enseignants-chercheurs et sur la nomination des président et vice-président des comités de sélection ;

ARRETE :

Article 1 : Un comité de sélection chargé, dans une 1ère séance d'examiner les candidatures, puis dans une 2ème séance d'auditionner les candidats et de classer les candidatures, selon leurs mérites scientifiques, constitué pour se prononcer en qualité de jury souverain, est créé dans le cadre des opérations de recrutement à conduire sur l'emploi MCF 0047 - 4322 en section 01 Droit privé et sciences criminelles pour une prise de fonctions le 01/09/2024.

Article 2 : Sont nommés membres du comité de sélection pour l'emploi désigné ci-dessus :

Internes à l'établissement - Spécialistes de la discipline

Civilité	Nom d'usage	Prénom	Corps	Discipline et spécialité	Etablissement d'exercice
Mme	PARANCE	BEATRICE	PR	1	Université Paris Dauphine-PSL
Mme	SAINT-MLEUX	MARIE CHRISTINE	MCF	1	Université Paris Dauphine-PSL
M.	DINH	EMMANUEL	MCF	1	Université Paris Dauphine-PSL
M.	SWEENEY	MORGAN	MCF	1	Université Paris Dauphine-PSL
Mme	KARM	ANNE	PR	1	Université Paris Dauphine-PSL
Mme	GALLOIS-COCHET	DOROTHEE	PR	1	Université Paris Dauphine-PSL
Mme	TISSANDIER NASOM	HELENE	MCF	1	Université Paris Dauphine-PSL

Externes à l'établissement - Spécialistes de la discipline

Civilité	Nom d'usage	Prénom	Corps	Discipline et spécialité	Unité de recherche
M.	DESHAYES	OLIVIER	PR	1	Université Paris Nanterre
Mme	AUBRY	HELENE	PR	1	Université Paris Saclay
Mme	HOUIN BRESSAND	CAROLINE	PR	1	Université de Lorraine
M.	MARAUD	OLIVIER	MCF	1	Université de Strasbourg
M.	LACHIEZE	CHRISTOPHE	PR	1	Université Paris Saint-Denis
Mme	MICHEL	CLAIRE-ANNE	MCF	1	Université Grenoble Alpes
M.	CHACORNAC	Jérôme	MCF	1	Université Paris II Panthéon Assas

Article 3 : Les personnalités dont les noms suivent sont nommées respectivement présidente et vice-présidente du comité de sélection créé pour l'emploi désigné ci-dessus :

PARANCE BEATRICE

SAINT-MLEUX MARIE CHRISTINE

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services de l'université est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 1/03/2024

Le Président de l'université

El Mouhoub MOUHOUD

Voies et délais de recours :

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux auprès du président de l'université (DRH) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement.

Vous pouvez exercer directement un recours contentieux devant obligatoirement intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous pouvez également introduire un recours gracieux auprès du président de l'université auteur de l'acte. Si ce recours est exercé dans les 2 mois de la publicité de la décision, il proroge une seule fois les délais de recours contentieux.

Vous conservez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de 2 mois, à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant 2 mois).

Dans les cas exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite –et donc dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent avis-, vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.